



**Rapport :
sur la voie de dividendes démographiques en
Afrique : action et investissements**

Du lundi 21 au mercredi 23 juillet 2025

En association avec
Foreign, Commonwealth &
Development Office



En association avec



Foreign, Commonwealth
& Development Office

Rapport : Sur la voie de dividendes démographiques en Afrique : action et investissements

Du lundi 21 au mercredi 23 juillet 2025

En association avec

le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni

Ce rapport est basé sur les discussions de la table ronde de haut niveau de Wilton Park intitulée [Sur la voie de dividendes démographiques en Afrique : action et investissements](#) organisée du lundi 21 au mercredi 23 juillet 2025.

Les rapports de Wilton Park résument brièvement les principaux points et conclusions d'une conférence. Ils reflètent l'interprétation personnelle du rapporteur des débats. Ils n'ont par conséquent pas la finalité d'une politique institutionnelle de Wilton Park ni plus qu'ils ne représentent nécessairement les opinions du rapporteur. Les rapports de Wilton Park et recommandations figurant dans ces rapports s'adressent aux participants et ne constituent pas un énoncé de politique formulé par Wilton Park, le FCDO ou le Gouvernement de Sa Majesté.

Sommaire

Introduction	5
Tendances démographiques et pourquoi elles sont importantes	6
Implication du secteur privé	9
Rapport entre démographie et politique	11
Exemples de domaines d'action	133
Consolider le recours aux données démographiques	155
Conscience, engagement et leadership politiques	188
Rôle du narratif et de la communication	22
Construction de réseaux	24
Regard vers l'avenir : options d'action collective	26

Introduction

L'Afrique subsaharienne¹ (ASS) traverse une profonde transformation démographique. Composée de 1,2 milliard d'habitants selon les estimations, la population de cette région du monde devrait passer à près de 2,1 milliards d'habitants à l'horizon 2050. Elle représenterait alors plus de 20 % de la population mondiale. D'ici à 2040 notamment l'ASS aura la plus grande population au monde de moins de 25 ans, consécutivement à une baisse des taux de fécondité plus lente par rapport à une chute plus rapide des taux de mortalité. Les incidences de ces tendances démographiques sont profondes pour le continent certes, mais pour le développement du reste du monde également

Le recours aux données démographiques en réponse à ces tendances est de plus en plus pertinent pour la prise de décisions relatives à la planification, aux politiques et aux investissements. Comprendre comment les tendances de peuplement évolueront vraisemblablement à court, moyen et long termes est essentiel pour parvenir à la construction d'un avenir plus inclusif, plus prospère et plus durable.

La démographie est particulièrement pertinente pour deux raisons majeures. Premièrement sans une planification et des investissements proactifs, la croissance rapide continue de la population risque de dépasser les efforts de développement. Deuxièmement, la planification et les investissements proactifs sont nécessaires pour tirer parti de futures opportunités, notamment quand les structures de peuplement s'orientent vers des taux de dépendance plus faibles et créent une conjoncture favorable à la poursuite du développement de l'ASS. C'est pourquoi les gouvernements de toute l'ASS, le secteur privé et les partenaires internationaux doivent impérativement collaborer pour créer des systèmes et outils susceptibles de soutenir la formulation et la mise en œuvre de politiques prévoyantes, capables d'accommoder les mouvements démographiques et étayés par le leadership engagé nécessaire pour y parvenir. Cette nécessité est particulièrement pertinente pour les investissements en ASS destinés au capital humain et aux structures du marché de l'emploi. Certes, une jeunesse plus qualifiée, mieux éduquée peut être associée aux changements sociaux et opportunités économiques, mais tirer parti du potentiel

¹ La Banque mondiale inclut les pays suivants dans sa définition de l'Afrique subsaharienne : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe. [Afrique subsaharienne | Données](#)

démographique dépend de la capacité du marché du travail d'accueillir les nouveaux jeunes travailleurs dans les activités de production. Les décisions prises aujourd'hui dans les domaines de la planification, des politiques et des investissements auront des conséquences développementales formidables pour l'avenir, surtout pour réaliser le potentiel des jeunes de l'ASS.

Cette table ronde de Wilton Park a tiré parti de la dynamique du Sommet des Chefs d'État africains sur le capital humain, organisé en Tanzanie en 2023 par la Banque mondiale pour étudier la manière dont les données démographiques pourraient être intégrées aux différents domaines d'action. Cette table ronde a fourni aux gouvernements régionaux, chercheurs, représentants du secteur privé et à divers autres experts une plateforme pour partager leurs perspectives, leurs informations probantes et formuler collectivement les stratégies associées aux moyens de répondre aux défis et opportunités.

Tendances démographiques et pourquoi elles sont importantes

L'ASS traverse une période de changement démographique significatif. Selon les projections de la population mondiale de l'ONU (révision 2024), la population de l'Afrique subsaharienne devrait continuer d'augmenter. Elle passerait de 1,3 milliard actuellement à 2,1 milliards d'habitants à l'horizon 2050 pour atteindre 3,3 milliards en 2100. Comme en témoigne un intervalle de projection de 95 % entre 2,7 et 4,5 milliards en 2100, les prochaines tendances de peuplement sont incertaines. Quoi qu'il en soit, l'ASS peut compter à la fois sur une croissance de population rapide et sur une population jeune dans la mesure où les taux de fécondité diminuent lentement. Les changements des taux de fécondité et de mortalité devraient avoir l'incidence suivante sur la structure de l'ensemble de la population :²

- Passée de 44 % en 2000 à 40 % actuellement, la tranche de population mondiale représentée par les moins de 15 ans devrait continuer de décliner et atteindre 33 % en 2050. Toutefois son nombre absolu continuera d'augmenter de 35 % entre 2025 et 2050, sous l'effet de taux de fécondité élevés et de l'élan démographique.

² Projections de la population mondiale de l'ONU, révision 2024, profils démographiques : [Projections de la population mondiale](#)

- Passée de 51 % en 2000 à 55 % actuellement, la tranche de population mondiale représentée par les 15 à 59 ans devrait continuer et atteindre 60 % en 2050. La taille de cette tranche s'élargira de 82 % entre 2025 et 2050.
- La part de la population représentée par la tranche des plus de 60 ans reste relativement modeste, mais devrait néanmoins augmenter pour passer d'un peu moins de 5 % aujourd'hui à 8 % en 2050. Notons que cette tranche d'âge, dont les chiffres seront multipliés par plus de deux entre 2025 et 2050, est la seule à présenter un taux de croissance plus élevé entre 2025 et 2050 qu'au cours de la période précédente (2000 à 2025).

Cette faible diminution de la proportion de la population des moins de 15 ans en ASS est largement attribuable au déclin des taux de fécondité, bien qu'il se manifeste plus lentement et se déclare plus tard que dans les autres régions du monde. L'indice synthétique de fécondité de 42 pays de la région reste supérieur à quatre naissances par femme. Cet indice est supérieur à six dans plusieurs d'entre eux dont le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Tchad et la Somalie.

Pour les exceptions notables, citons le Kenya (3,3 naissances par femme), le Ghana (3,5), le Gabon (3,8), le Rwanda (3,8) et l'Éthiopie (4,2), pays qui, depuis quelques années, enregistrent un déclin plus prononcé de leurs taux de fécondité que la plupart des pays de l'ASS. Dans les pays où le déclin des taux de fécondité peut être qualifié de rapide, la part de la population active (15 à 59 ans) augmente, d'où une diminution progressive du nombre d'enfants à charge (moins de 15 ans). Quoi qu'il en soit dans la plupart des pays où la diminution des taux de fécondité est plus lente, l'incidence sur le nombre d'enfants à charge est moins prononcée. Là où ne sont pas priorisés les efforts pour accélérer le déclin des taux de fécondité, notamment en mettant fin aux mariages d'enfants et en traitant la question du développement humain, surtout en termes d'éducation des filles, même une planification et des investissements minutieusement ciblés n'auraient que peu d'effet sur les perspectives économiques.

Le déclin des taux de mortalité (y compris de la mortalité infantile) et l'augmentation connexe de l'espérance de vie des femmes comme des hommes sur l'ensemble de l'ASS (51 ans en 2000, 62 ans aujourd'hui et 67 ans en 2050) contribuent à la croissance de la tranche des plus de 60 ans. Même si cette tranche de population plus âgée reste relativement limitée, son expansion marque le début du transfert du fardeau de dépendance des jeunes vers les personnes âgées, phénomène dont

l'apparence se confirmera vers la fin du siècle. La baisse des taux de fécondité et de mortalité sont des caractéristiques de la fin de la transition démographique.

Des différences régionales importantes existent. À titre d'exemple l'Afrique du Sud, qui a commencé à constater un déclin de fécondité dès les années 1950, enregistre aujourd'hui le Taux de fécondité totale (TFR) le plus faible de toutes les régions de l'ASS. En Afrique centrale, cette transition s'est opérée plus tard au cours des années 1990. Certains schémas spécifiques par pays doivent également être compris, dans la mesure où les disparités nationales et intra-pays doivent être reconnues. Les pays enclavés du Sahel enregistrent les taux de fécondité les plus élevés et devront relever des défis compliqués pour soutenir des populations en pleine croissance. À titre d'exemple et selon les prévisions, la population du Niger devrait passer de 28 millions en 2025 à 70 millions d'ici à 2050. Il est probable que cette poussée exacerbe les tensions régionales et oriente la migration intra-africaine vers les États côtiers d'Afrique occidentale où les taux de fécondité sont légèrement plus faibles, mais où les populations continuent d'augmenter et pourraient même déjà éprouver certaines difficultés. Gérer ces flux migratoires sans déclencher des tensions ou conflits régionaux comptera parmi les défis déterminants pour la région.

L'inégalité de la fécondité est persistante dans les pays, surtout entre les femmes mieux éduquées et les populations moins éduquées. Les nombres d'adolescentes (15 à 19 ans) enceintes sont en baisse et ce surtout dans des pays comme l'Éthiopie et le Kenya. Toutefois ce taux (moyenne de 10 % d'adolescentes enceintes par 1 000 naissances en ASS) est toujours largement plus élevé que dans d'autres régions du monde. Si les taux de natalité chez les adolescentes baissaient rapidement (réduction annuelle de 20 %), le nombre de naissances en ASS se stabiliserait et serait 20 % plus faible que le nombre anticipé pour 2050.

Ces tendances démographiques présentent un défi politique particulièrement complexe. Elles montrent pourquoi les données démographiques comptent pour la planification, la formulation de politiques et les investissements. Dans les pays où les transitions démographiques qui aboutissent à des taux de dépendance plus faibles et à des populations en âge de travailler plus importantes sont plus rapides, des opportunités économiques peuvent être générées à condition que la santé, l'éducation et les marchés du travail soient sérieusement mis à l'échelle. À cause de la croissance rapide de la population, maintenir l'investissement par habitant actuel obligera à prévoir des augmentations soutenues des budgets annuels, qui devront notamment inclure un effort d'investissement plus important dans les enseignants, le

personnel infirmier et les médecins. La croissance rapide de la population intensifie également les défis dans le domaine de la sécurité alimentaire. Et pourtant les dépenses sont déjà inférieures aux repères internationaux et l'Aide publique au développement (APD) chute. Ignorer les données démographiques risque aussi de restreindre la qualité et la couverture de service.

L'ASS doit intégrer 20 millions de nouveaux demandeurs d'emploi par an, mais seulement environ 25 % trouvent un emploi formel. La majeure partie d'entre eux finit dans des emplois informels faiblement rémunérés et précaires. Les décideurs sont confrontés au défi par lequel ils doivent maximiser le potentiel de chaque nouvelle génération, au prix d'importants investissements publics et privés dans le capital humain et de mesures visant à dynamiser l'offre d'emplois. L'accélération du déclin de la fécondité réorienterait la pyramide des âges vers une plus grande population en âge de travailler. Ayant moins d'enfants à charge, les adultes en âge de travailler peuvent économiser davantage. Les familles peuvent investir plus largement dans l'éducation, la santé et le bien-être de chaque enfant. Cet investissement, parallèlement aux investissements dans un environnement économique favorable, peut donner de meilleurs résultats en termes d'éducation, améliorer la nutrition et augmenter la participation des femmes au marché du travail, tout en améliorant également la productivité, la croissance économique, la sécurité alimentaire et la stabilité nationales.

Implication du secteur privé

L'ASS présente plusieurs domaines prometteurs de développement du secteur privé pour capitaliser cette opportunité, dont chacun présente des opportunités uniques, mais aussi certains défis. La réussite dans ces secteurs dépend d'une planification ciblée, de cadres politiques propices et d'un investissement substantiel, longue durée, qui doivent être adaptés sur mesure et séquencés par le biais de données démographiques.

Domaines de développement du secteur privé	
Domaines	Potentiel de développement
Secteur agroalimentaire	Traditionnellement, principal employeur de l'ASS, surtout sous forme de petites exploitations agricoles. Les gains de commercialisation et de productivité pourraient augmenter les revenus par le biais d'activités de transformation et commerciales à la ferme et hors exploitation. Toutefois même un surcroît de productivité ne permettrait pas à l'agroalimentaire, seul, d'absorber la main-d'œuvre croissante.
Fabrication	En Asie, les industries à fort coefficient de travail comme celle du vêtement par exemple, ont boosté la transformation économique et absorbé de grands nombres de travailleurs, dont des femmes. L'ASS pourrait attirer des investissements dans la fabrication, mais associés à une infrastructure limitée en ASS, les changements à forte intensité de capital dans ce secteur font de la reproduction du scénario adopté par l'Asie une option incertaine.
Services	L'ASS pourrait sauter à pieds joints dans les services négociables comme les centres d'appel, le tourisme, les logiciels et les industries créatives. Réaliser ce potentiel exige une infrastructure fiable, surtout en matière d'électricité et d'Internet, des jeunes mieux éduqués et des investissements publics et privés considérables.
Technologies numériques et intelligence artificielle (IA)	Les technologies numériques et la montée en flèche de l'IA ouvrent la voie vers d'importantes opportunités d'innovation et de croissance économiques en ASS. Les grands obstacles à la réalisation du potentiel des technologies numériques doivent être traités, notamment dans l'infrastructure énergétique, les compétences fondamentales, la connectivité et

	l'accès aux dispositifs. La démographie peut aider à comprendre les trajectoires futures par rapport à la question visant à établir qui tire parti de la technologie et de l'IA et qui n'en tire rien.
--	--

Des investissements privés et publics s'imposent, mais à l'heure actuelle, l'endettement public élevé, les coûts de l'emprunt et les économies nationales limitées, exacerbés par des taux de fécondité élevés, limitent la capacité d'investissement. Répondre à ces opportunités et défis exige une bonne compréhension des tendances démographiques susceptibles de changer les dépenses prioritaires.

Pour finir, la réorientation de la pyramide des âges vers une population en âge de travailler aux côtés d'une population vieillissante finira par créer l'occasion de mettre en place un système de protection sociale exploitable (ex. pensions et autres formes d'épargne). Cette réorientation s'accompagnera également de l'opportunité de développer les économies de soins nationales. En ASS, les femmes portent souvent un double fardeau : devoir prendre soin des enfants et de parents vieillissants. Cette situation limite leur participation à la main-d'œuvre formelle au cours de leurs années les plus productives. Multiplier les emplois rémunérés et qualifiés dans le secteur des soins pourrait créer des emplois, soulager la charge de soins non rémunérés et booster la participation des femmes à l'économie. Sans ce type de systèmes et sans un mécanisme d'épargne exploitable, les femmes risquent de voir diminuer leur potentiel de revenus, d'épargne et s'aggraver leur vulnérabilité économique à long terme.

Rapport entre démographie et politique

Les données et projections démographiques peuvent considérablement aider les décideurs de l'ASS à prendre des décisions éclairées, prévoyantes pour traiter les défis de développement critiques tout en exploitant efficacement les opportunités émergentes. Une croissance essentiellement transformatrice susceptible d'accommoder les changements de population dans les pays de l'ASS ne sera possible qu'au prix d'une planification à long terme et d'une politique fondée sur des preuves.

Non seulement les décisions prises aujourd'hui sont vitales pour la trajectoire de développement de l'ASS, mais elles se répercuteront à l'échelle mondiale par leurs effets sur le commerce, la géopolitique, les schémas migratoires, voire sur certaines

dynamiques culturelles et notamment sur les tendances de mode. La démographie présente donc une chance unique d'aligner et de relier les parties prenantes multisectorielles aux échelons mondial, régional, national et local, tout en facilitant également les échanges de connaissances interdisciplinaires.

Néanmoins, les facteurs démographiques restent sous-représentés dans la plupart des grands débats sur les politiques, au cours desquels les stratégies de croissance priorisent souvent l'expansion du produit national brut (PNB) en supposant que la régression de la fécondité suivra automatiquement. Avant la pandémie de COVID-19, les enjeux démographiques avaient pris de l'importance et ce largement sous l'effet de la manière dont le leadership de l'Union africaine (UA) encourageait les États membres à tirer parti du dividende démographique en investissant dans les jeunes. Cette volonté s'exprime sur la feuille de route de 2017 alignée sur l'Agenda 2063³, vision de l'UA pour la transformation socioéconomique au cours des 50 prochaines années. L'approche de l'UA met l'accent sur les investissements par rapport à quatre piliers stratégiques :

- Emploi et entrepreneuriat : promouvoir la création d'emplois et le développement d'entreprises dirigées par les jeunes.
- Développement de l'éducation et des compétences : amélioration de l'accès à une éducation et à des formations de qualité, en adéquation avec les besoins du marché du travail.
- Santé et bien-être : investir dans le secteur médical et en particulier dans la santé sexuelle et génésique pour faire en sorte que la population de jeunes soit en bonne santé et productrice.
- Droits, gouvernance et autonomisation des jeunes : soutenir la participation des jeunes à la gouvernance, à la prise de décisions et protéger leurs droits.

En 2017, le thème de l'UA mettait l'accent sur le besoin de traduire le potentiel démographique en main d'œuvre qualifiée et autonomisée. Toutefois le déclenchement de la pandémie de COVID-19 a eu pour effet de détourner l'attention et de reléguer la question de la démographie au second plan des ordres du jour politiques de nombreux pays de l'ASS.

³ Agenda 2063 de l'Union africaine : [36204-Doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf](#) ; Feuille de route de l'Union africaine sur l'exploitation du dividende démographique : [AU 2017 DD ROADMAP Final - EN 2.pdf](#)

Cette préoccupation a été reprise dans les discussions de la table ronde de Wilton Park, au cours de laquelle les participants ont exprimé le souhait de raviver le débat sur la démographie et de le relier plus efficacement au développement économique, notamment en renouvelant les stratégies de gestion des finances publiques. Cette approche obligerait les gouvernements à prioriser dans le contexte de budgets limités, en faisant des choix d'investissements à long terme difficiles certes, mais néanmoins essentiels. Aspect important, la planification budgétaire doit être stratégique, séquencée et solidement basée sur des données démographiques robustes. Quoi qu'il en soit, les dotations budgétaires sont intrinsèquement politiques. Dans de nombreux pays de l'ASS, les politiques ethniques (et de plus en plus religieuses) dominent la dotation des deniers publics ; les incitations politiques sont souvent liées à la taille de la population concernée. Par conséquent, chaque décision est associée à des opportunités de dépenses qui devront être reconnues et traitées dans le cadre de la préconisation du changement.

Exemples de domaines d'action

Les participants aux rencontres de Wilton Park ont mis l'accent sur quatre domaines d'action dans lesquels la démographie peut servir de perspective pour guider l'investissement stratégique et la formulation de politiques :

Domaines d'action	
Croissance inclusive	La croissance du PNB doit être plus équitable et profiter à une plus grande part de la population pour construire une classe moyenne africaine durable. Les données démographiques sont essentielles pour identifier où et comment diriger les investissements. Des institutions indépendantes qui fonctionnent en dehors du contrôle politique direct doivent donc être impliquées, afin de garantir une prise de décisions transparente et imputable.
Emploi	Les réformes du marché du travail doivent s'aligner sur les tendances démographiques et les besoins des entreprises. La création d'emplois pour les populations en âge de travailler croissantes obligera à améliorer l'éducation fondamentale, l'enseignement professionnel et des compétences, l'accès des petites entreprises aux mécanismes de financement et,

Domaines d'action	
	potentiellement, à fournir des incitations pour la création d'emplois dans le secteur privé, surtout pour les jeunes. Les données démographiques fiables sont essentielles pour ces décisions.
Environnement et changements climatiques	Environnement et changements climatiques : traiter efficacement les effets des changements climatiques sur les populations est un besoin urgent, qui favorisera la génération d'avantages découlant des politiques liées à la démographie. Une analyse intégrée des données démographiques et climatiques, concentrée sur les stratégies d'adaptation, les interventions pragmatiques et la mise à l'échelle de solutions efficaces, locales et à faibles émissions de carbone s'impose.
Conflit et gouvernance	Afin de réduire les tensions et d'atténuer un conflit potentiel, les données et projections démographiques (données migratoires incluses) doivent être utilisées pour comprendre et répondre aux besoins des populations jeunes en pleine croissance. Par exemple, les constatations doivent être communiquées de manière accessible, la confiance améliorée et les leaders nationaux et traditionnels mis à contribution. Le renforcement de la coordination et la promotion de l'apprentissage réciproque sont essentiels à la réussite dans ce domaine.

Ces quatre thèmes n'excluent pas d'autres domaines dans lesquels la politique devrait être éclairée par des données démographiques. Pour que l'ASS s'adapte à la croissance rapide de la population et tire parti de ces tendances démographiques, la planification et les investissements doivent aussi traiter les stratégies et politiques d'urbanisation, les politiques d'impôts et fiscales, les systèmes de protection sociale, la politique d'immigration, le soutien aux entrepreneurs et PME, le commerce régional (la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), par exemple), les politiques de sécurité alimentaires et de nutrition, ainsi que les investissements dans le développement du capital humain et l'infrastructure.

Malgré l'urgence, les cycles politiques courts nuisent souvent à la continuité nécessaire à la planification démographique à long terme. D'autre part les conditions financières mondiales actuelles, défavorables pour un grand nombre de pays africains, se traduisent par des taux d'intérêt élevés et de faibles investissements étrangers. Toutefois, tous les changements percutants ne dépendent pas d'investissements importants. À titre d'exemple, améliorer l'accès des filles à l'éducation secondaire peut se traduire par une réduction du nombre de mariages précoces, de meilleurs résultats en termes de santé maternelle et infantile, ainsi que par des taux de fécondité plus faibles. De façon similaire, l'assouplissement des contraintes des marchés au profit des petites entreprises (surtout pour les entreprises dirigées par des femmes confrontées à des contraintes injustes à cause de normes sexospécifiques et d'actifs plus limités) en améliorant l'accès aux finances, l'enregistrement et le respect des normes de qualité peuvent améliorer la performance commerciale, multiplier les innovations, contribuer à l'augmentation de l'épargne des foyers et aux investissements à long terme dans l'avenir des enfants.

La Banque mondiale a favorisé le concept de *démographie dynamique* appliqué à une approche flexible en matière de politique, d'investissement et de planification budgétaire capable d'évoluer parallèlement aux dynamiques démographiques. À titre d'exemple, les politiques sur l'âge de la retraite doivent être ajustées dans la durée pour refléter l'évolution de l'espérance de vie et des rapports de dépendance. De la même manière, les investissements dans l'infrastructure d'enseignement doivent être éclairés par les besoins prévisibles d'inscriptions et de main d'œuvre. D'où la nécessité de prévoir des règles fiscales et structures de gouvernances réactives. Les politiques et réformes budgétaires efficaces, ancrées dans les données démographiques, peuvent débloquent d'autres flux d'investissements et consolider la confiance parmi les partenaires internationaux. Quoiqu'il en soit, ces efforts doivent être étayés par des mécanismes d'action clairs et des stratégies d'investissement à long terme.

Consolider le recours aux données démographiques

Les données démographiques de grande qualité sont essentielles pour comprendre les dynamiques démographiques et planifier efficacement l'avenir dans ce domaine. Elles fournissent des informations détaillées sur la taille de la population, la pyramide des âges, la répartition géographique, le statut socioéconomique et d'autres indicateurs clés de fécondité, de mortalité et de migration, par exemple. Les données démographiques désagrégées selon des caractéristiques comme l'âge, le genre,

l'éducation, l'état matrimonial ou les revenus deviennent un outil puissant pour façonner des politiques réactives, inclusives et prévoyantes.

Ces données étayent la capacité des gouvernements de planifier les services publics essentiels dont la santé, l'éducation, les systèmes alimentaires, l'infrastructure et la création d'emplois. D'autre part, elles jouent un rôle déterminant dans la prévision des changements démographiques, la préparation aux impacts des changements climatiques et pour garantir des systèmes de protection sociale efficaces.

Cependant sur l'ensemble de l'ASS, les systèmes de collecte, de stockage et d'analyse des données démographiques restent fragmentés, obsolètes ou insuffisamment financés. Pour traiter cette question, un effort coordonné, à long terme s'impose pour renforcer les écosystèmes de données nationaux. Cet effort devra s'efforcer d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la fonctionnalité des données tout en garantissant inclusivité et durabilité. Plusieurs difficultés devront néanmoins être traitées :

- Les recensements génèrent des données complètes, mais sont coûteux, effectués peu fréquemment (typiquement tous les dix ans) et souvent, ne tiennent pas compte d'événements soudains comme les conflits ou catastrophes naturelles.
- Les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) essentiels pour assurer le suivi des naissances, des décès, des mariages et des divorces sont incomplets dans la plupart des pays de l'ASS. Leur couverture est limitée et inclut rarement les données migratoires et socioéconomiques.
- Les enquêtes des foyers tels que les Enquêtes démographiques et de santé (EDS) fournissent des informations précieuses, mais sont limitées par des contraintes de volumes, le biais de non-réponse et les cadres d'échantillonnage obsolètes. Beaucoup sont financés par des donateurs et vulnérables face aux changements de priorités financières. L'EDS a été financée par USAID, mais trouver une autre source de financement n'est pas gagné dans un contexte où s'exprime la crainte que les autres donateurs et les gouvernements africains soient obligés d'abandonner ces enquêtes vitales, ainsi que d'autres moyens de soutenir la collecte de données démographiques.

- Les outils de collecte de données numériques et innovants, dont notamment l'imagerie satellitaire, la collecte de données sur terminaux mobiles, la biométrie et la cartographie géospatiale sont très prometteurs, mais leur efficacité et leur équitabilité dépendent de la capacité institutionnelle, des capacités pratiques de l'utilisateur et des cadres politiques.

Les actions suivantes devraient être priorisées afin de renforcer les systèmes de données démographiques, tout en garantissant leur pertinence et leur impact :

1 Consolidation de la capacité d'utilisation des données à tous les niveaux.

- Sensibilisation des décideurs politiques à la valeur des données démographiques, aux niveaux supérieurs des gouvernements nationaux, d'État et locaux.
- Organisation de formations ciblées et de développement des compétences pour améliorer la connaissance des données des planificateurs, administrateurs et des médias.
- Recours aux études de cas réelles pour montrer comment les données démographiques éclairent les politiques et la planification efficaces.

2 Moderniser et intégrer les systèmes de collecte de données.

- Faciliter la formulation des feuilles de route nationales de systèmes de données intégrées à base de recensements, d'ESEC, d'enquêtes auprès des foyers et de nouvelles technologies entre autres.
- Étendre et numériser les systèmes ESEC pour garantir une couverture intégrale et en temps réel des événements vitaux.
- Recourir à de nouveaux moyens innovants, tels que les technologies géospatiales et l'imagerie satellitaire pour améliorer les estimations de population et faciliter la planification.

3 Améliorer la qualité, la comparabilité et la fréquence des données.

- Veiller à ce que les systèmes de données génèrent des données régulières, à jour et désagrégées qui reflètent les changements démographiques rapides.
- Établir des protocoles clairs de validation, de modification, d'anonymisation et d'assurance qualité des données, notamment en prévoyant des audits réguliers et un mécanisme de supervision.

4 Améliorer l'accessibilité et la communication des données.

- Veiller à ce que les données soient ouvertes, intuitives et accessibles par le biais de portails nationaux et de plateformes interactives.
- Recourir à l'infographie, aux tableaux de bord et aux ensembles de données téléchargeables pour améliorer visibilité et utilité.
- Renforcer la capacité des médias à interpréter et à rapporter les données démographiques en recourant à des moyens qui obligent les gouvernements à rendre des comptes et luttent contre la désinformation.

5 Veiller à ce que les systèmes de données soient inclusifs et équitables.

- Prioriser l'inclusion des populations marginalisées, dont les groupes nomades, les peuplements informels, personnes handicapées et minorités linguistiques.
- Concevoir des enquêtes et outils numériques capables d'accommoder les divers besoins des utilisateurs et de réduire les obstacles à la participation.

6 Garantir le financement durable et l'appropriation.

- Mobiliser les ressources nationales et l'engagement politique pour financer les systèmes de données essentiels à long terme.
- Réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs en imbriquant les priorités en matière de données démographiques dans les plans de développement et budgets nationaux.

Les données démographiques doivent être considérées comme un ensemble d'actifs stratégiques. Renforcer les capacités de collecte, de stockage et d'utilisation des systèmes nationaux est essentiel pour une gouvernance basée sur les preuves et le développement durable. Compte tenu de la croissance et de l'évolution continues des populations de l'ASS, les gouvernements doivent agir dès maintenant pour veiller à ce que les systèmes de données soient adaptés à l'usage, précis, inclusifs, opportuns et exploitables.

Conscience, engagement et leadership politiques

La transformation socioéconomique durable de l'ASS dépend d'un haut niveau d'appropriation et de leadership de la part du gouvernement. Sans engagement politique, la formulation et la mise en œuvre complètes de politiques basée sur les données démographiques vacillent. Plusieurs facteurs interconnectés influencent la manière dont les dirigeants politiques tiennent plus ou moins compte des données démographiques dans le façonnement de politiques :

- Sensibilités sociales et religieuses : Les dirigeants politiques doivent souvent négocier les méandres de relations complexes avec des groupes religieux et conservateurs. À titre d'exemple, ces relations peuvent freiner l'expansion de services modernes de planning familial volontaire. Les dirigeants nationaux qui dans le privé soutiennent une réduction des taux de fécondité, peuvent hésiter à agir publiquement par crainte de perdre le soutien de l'électorat.
- Manque de demande publique perçue : Dans les contextes fragiles ou de ressources limitées, les gouvernements peuvent avoir tendance à privilégier les projets d'infrastructure visibles au lieu d'investir dans des politiques comme l'éducation des filles ou l'autonomisation des femmes, souvent perçues comme des domaines politiques secondaires.
- La population comme actif stratégique : Certains dirigeants considèrent les grandes populations comme une source de puissance économique ou politique. Ils peuvent avoir tendance à vouloir convaincre que la croissance économique a plus de chance que la réduction du taux de fécondité de changer la démographie.

La reconnaissance de plus en plus préconisée par des institutions comme l'UA de l'importance des données démographiques a influencé les attitudes politiques. En même temps, les jeunes de l'ensemble du continent s'expriment de plus en plus vivement sur leurs besoins non satisfaits dans des domaines comme les services de santé, l'éducation, l'emploi et illustrent l'évolution des attentes du public et de la pression politique.

Pour engranger de meilleurs résultats politiques, les gouvernements devront s'inspirer des données démographiques pour formuler des politiques stratégiques et complètes, étayées par un leadership coordonné à divers niveaux de la bureaucratie administrative. Notons parmi les actions possibles :

1 Instauration d'un leadership politique de haut niveau

- L'engagement doit venir des échelons supérieurs : le président, le premier ministre, les ministres des Finances et de la Planification doivent appuyer et défendre les objectifs démographiques.
- Les ministres de la Santé, de l'Éducation, chargé des questions de genre, du Commerce et du Travail doivent s'engager de manière active dans la mise en œuvre et la coordination intersectorielle.

2 Institutionnalisation des cadres de politique démographique

- Développement et adoption de politiques complètes, basées sur les données démographiques sur la jeunesse, l'urbanisation, la fécondité, le vieillissement et l'immigration.
- Veiller à ce que ces politiques incluent des objectifs, échéanciers, indicateurs et mécanismes d'imputabilité clairement définis.
- Stratégies et feuilles de route claires basées sur le travail de l'UA.

3 Promulgation de lois et réglementations fondatrices

- Réforme ou élimination des politiques restrictives comme celle selon laquelle une épouse doit avoir le consentement de son époux pour recourir à la contraception ou sur les limites d'âge d'accès qui nuisent à l'autonomie reproductive.
- Établissement de lois pour empêcher les mariages d'enfants et garantir l'accès égal à l'éducation pour les filles.
- Réforme de l'accès aux marchés des petites entreprises pour rendre plus attractive l'immatriculation au registre des entreprises.
- Veiller à ce que la réglementation soutienne le financement et le contrôle qualité des interventions et services.

4 Engager des champions de la législature et politiques

- Les comités parlementaires et législateurs influents peuvent insister pour assurer la continuité des investissements dans la démographie et obliger les gouvernements à rendre des comptes en la matière.
- Créer des champions politiques aux niveaux national et infranational contribue au maintien de la visibilité et de l'élan vers la mise en œuvre de politiques.

5 Veiller à ce que les affectations du budget reflètent les besoins régionaux et l'accès équitable aux services et à l'information

- Les données démographiques facilitent l'identification des points chauds de population tels que les zones urbaines en pleine croissance ou les régions rurales négligées, pour faire en sorte que les budgets soient orientés vers les endroits où les services sont les plus lacunaires.

- Les données relatives à l'âge, au sexe et à la répartition géographique des populations permettent de faire en sorte que les investissements dans la santé, l'éducation et l'infrastructure atteignent les groupes marginalisés et réduisent les inégalités régionales.
- Dans le contexte de budgets publics limités, les preuves démographiques empêchent le gâchis en alignant les dépenses sur les besoins réels des populations pour un meilleur rapport qualité-prix.
- Les projections démographiques permettent aux gouvernements de tenir compte, avant l'émergence d'écarts, des pressions prévisibles notamment associées aux inscriptions scolaires, à la dotation en personnel médical ou aux régimes de retraite.
- L'utilisation transparente des données démographiques dans la budgétisation inspire confiance au public et permet de contrôler la capacité des investissements à livrer des résultats équitables.

6 Renforcement du leadership et de l'exécution infranationaux

- La décentralisation de la prise de décisions et de l'exécution des programmes est essentielle pour personnaliser les interventions et services en fonction des besoins et réalités locaux.
- Les gouvernements de province et locaux doivent disposer de l'autorité, des ressources et des motivations nécessaires pour mettre en œuvre plus efficacement les politiques basées sur les données démographiques.
- Incorporer des fonctionnaires chargés de tâches et responsabilités spécifiques aux comités de développement locaux, tout en favorisant la collaboration avec les jeunes, la société civile, les acteurs privés pour motiver la planification réactive et participative.

Dans cette optique, transformer l'opportunité démographique en solution de développement économique et social dépend de l'existence d'une vision, du leadership et d'un sens de l'imputabilité politiques. Les décisions stratégiques doivent être prises sur la base de preuves. D'où l'importance de débats clairs et ouverts sur la hiérarchisation de certains politiques, programmes ou investissements conformément à un échéancier donné. Toutefois, un tel engagement politique risque d'être difficile à maintenir à long terme, compte tenu des horizons décisionnels à court terme découlant de cycles électoraux quadriennaux ou quinquennaux.

Aspect important, les politiques, programmes, investissements et autres interventions doivent être planifiés et formulés sur la base d'une perspective multisectorielle, ancrés dans les preuves démographiques et mis en œuvre de manière coordonnée, inclusive et durable. Les principaux domaines d'action qui doivent être alignés les uns sur les autres se rapportent au planning familial volontaire, à la santé, à l'éducation (ex. éducation des filles), à l'autonomisation des femmes (ex. autonomisation économique), au marché du travail et aux politiques de l'emploi (ex. formations axées sur les compétences) et aux interventions du secteur privé pour le développement (ex. marchés financiers, commerce). Ces facteurs contribueront à la décomposition des silos institutionnels en instaurant des équipes collaboratives, des objectifs communs et des cadres de surveillance conjointe.

Les approches multisectorielles ont des effets multiplicateurs largement supérieurs au total des interventions individuelles. Toutefois la mise en œuvre est souvent compliquée par un manque d'engagement politique ou l'absence d'une vision partagée, des mécanismes de coordination trop faibles et des structures de gouvernement en silos, des priorités antagonistes et des budgets limités. Afin de surmonter ces obstacles, il est essentiel :

- de fournir aux dirigeants politiques, religieux et culturels des informations et preuves claires pour construire un sens de l'appropriation ;
- de renforcer la capacité institutionnelle de coordination intersectorielle ;
- d'affecter des responsabilités spécifiques, de clarifier les rôles et de garantir une communication régulière entre les parties prenantes ;
- de reconnaître le caractère chronophage et ressourcivore des approches intégrées et de planifier en conséquence.

Rôle du narratif et de la communication

Présenter les données démographiques en omettant de tenir compte des sensibilités peut en diminuer le potentiel et causer des préjudices involontaires. Les erreurs de messages peuvent avoir des répercussions au niveau des pays, surtout dans les contextes politiques polarisés ou fragiles. Elles risquent d'être amplifiées par la désinformation. À titre d'exemple, les initiatives de planning familial volontaire sont parfois représentées à tort comme des tentatives occidentales ou impérialistes de réduction des populations non-blanches. La résistance peut aussi venir de groupes opposés aux droits des femmes, à l'égalité des sexes et à l'immigration.

Pour éviter ces risques et maximiser l'utilité des données démographiques, les parties prenantes doivent adopter des stratégies de communication conçues minutieusement et adaptées aux besoins, préoccupations et contextes culturels des différents publics. Et surtout, les messages doivent être ancrés dans un narratif africain susceptible de rappeler les valeurs locales et réalités vécues.

L'UA a illustré l'application de cette approche en cadrant sa Feuille de route sur l'exploitation du dividende démographique⁴ autour de l'autonomisation des jeunes, pour détourner l'attention du public orientée vers des sujets plus sensibles et notamment sur le planning familial. Ce cadrage s'est avéré suffisamment efficace pour intéresser les décideurs politiques. Toutefois les stratégies de communication associées à cet ordre du jour restent souvent ancrées dans le narratif de développement occidental, d'où une résonance et une appropriation limitées sur le terrain.

La difficulté actuelle réside dans la relance de l'intérêt dans les dynamiques démographiques. Il s'agit d'identifier et de communiquer la manière dont les tendances démographiques ont un rapport direct avec le développement du capital humain, les systèmes de protection sociale et la résilience climatique, autant de domaines fondamentalement préoccupants pour les citoyens africains et leurs dirigeants.

Les narratifs doivent être construits autour de piliers identifiables, exploitables comme l'accès à la santé publique et aux soins médicaux, la création d'emplois et l'emploi des jeunes, la qualité de l'éducation et la construction de compétences, une bonne gouvernance et l'inclusion civique. Ces thèmes peuvent favoriser le soutien du public, la volonté politique et l'alignement intersectoriel. Un tel narratif doit impérativement être communiqué de manière plus optimiste aux parties prenantes externes. Les médias du monde entier mettent souvent l'accent sur les aspects négatifs de l'Afrique. Ils influencent les perceptions et peuvent être en partie responsables de la frilosité des investissements étrangers et des taux d'intérêt plus élevés qui entravent les opportunités de croissance transformatrice en ASS.

D'autre part, les stratégies de communication doivent garantir l'intégrité de l'information. Renforcer la résilience face à la désinformation ne dépend pas que de données exactes. Elle nécessite aussi des systèmes transparents, des analyses dignes de confiance et une communication efficace. Seules, les données ne changent

⁴ *Ibid.*

pas plus les normes et les esprits qu'elles ne motivent les changements de comportement. Elles doivent être traduites, contextualisées et communiquées sous une forme constructive pour divers publics. Les moyens suivants font notamment partie des principaux principes d'une communication responsable et efficace sur la démographie :

- amplifier les voix locales et refléter les expériences vécues en veillant à ce que les messages soient ancrés dans les réalités de la communauté ;
- échanger avec les dirigeants confessionnels, traditionnels et autres leaders locaux qui souvent occupent des postes de confiance dans la société ;
- éviter l'exagération ou la « survente » et préférer la traduction de données en informations fiables et crédibles ;
- connecter les efforts de communication à tous les niveaux, des acteurs mondiaux aux acteurs nationaux et locaux ;
- recourir aux médias indépendants et dignes de confiance, en protégeant le respect de la déontologie journalistique et des normes de comportement éthique ;
- être proactif sans se contenter de réagir à la désinformation, sachant que reconstruire la confiance perdue est beaucoup plus difficile que de la préserver ;
- explorer les formats de communication créatifs en reconnaissant que seuls, les messages basés sur des faits risquent de ne pas suffire dans certains contextes.

Les intermédiaires de connaissances peuvent aussi jouer un rôle vital de liaison entre la recherche, la prise de décisions, les spécialistes et le public. Ces acteurs, qu'ils soient imbriqués dans le gouvernement, la société civile, les milieux universitaires ou les agences de développement, sont essentiels pour traduire les données démographiques complexes en recommandations de politiques exploitables. Non seulement les courtiers de connaissances communiquent efficacement les constatations aux parties prenantes et spécialistes, mais ils garantissent également un flux de connaissances bidirectionnel en renvoyant aux institutions universitaires et de recherche les expériences, préoccupations et réalités de mise en œuvre de première ligne. Cette boucle de rétroaction renforce la pertinence et l'impact de la recherche démographique, en veillant à ce qu'elle continue de traiter des besoins réels, nécessité qui devrait somme toute être la finalité fondamentale des efforts de communication.

Construction de réseaux

Les approches d'engagement et participatives efficaces doivent être inclusives et profondément enracinées dans les contextes locaux. Les parties prenantes locales, qui jouent un rôle essentiel dans le façonnement, la communication et la mise en œuvre de politiques liées aux dynamiques démographiques, doivent être entièrement intégrées aux dialogues politiques et influencer les efforts.

Les Organisations de la société civile (OSC) et Organisations non-gouvernementales (ONG) ont acquis des connaissances approfondies des sensibilités des communautés. Elles disposent de réseaux solides sur le terrain, de la capacité d'identifier les problèmes locaux, de recueillir des preuves contextuelles et souvent, de préserver l'accès à des décideurs locaux et nationaux favorables. D'autre part, ces organisations sont bien placées pour collaborer avec les organes de presse locaux afin d'amplifier les messages et d'augmenter la visibilité.

Particulièrement influents dans de nombreuses communautés, les dirigeants confessionnels peuvent servir de liens indispensables entre la politique nationale et l'acceptation locale. Leur appui favorise l'intégration de politiques démographiques aux normes sociales et pratiques religieuses, surtout par rapport à des sujets sensibles comme le planning familial, l'éducation et les rôles sexospécifiques.

Les organisations de jeunes et de femmes doivent aussi jouer un rôle prépondérant dans les processus participatifs. Leurs perspectives sont essentielles pour éclairer la planification, la formulation des politiques et les stratégies d'investissement qui traitent les besoins et espérances du plus grand segment démographique de nombreux pays de l'ASS.

Les experts universitaires et spécialistes du domaine ajoutent de la valeur, en renforçant la base factuelle et en améliorant la rigueur des évaluations de problèmes, de solutions et de concepts politiques. De la même manière, les associations professionnelles telles que les associations médicales ou éducatives détiennent des connaissances particulières aux domaines et ont accès à une expertise de première ligne susceptible d'éclairer les investissements sectoriels.

Les acteurs du secteur privé pourraient être incités à contribuer aux objectifs publics, par l'investissement direct, en tant que partenaires de partenariats publics-privés (PPP), par la transparence et le partage d'informations, par exemple. Les organisations productrices et les syndicats peuvent être inclus pour fournir leurs perspectives sur les

données et dynamiques démographiques et faire en sorte que les intérêts commerciaux et professionnels soient reflétés dans les processus de planification. Les acteurs professionnels internationaux, dont les investisseurs et agences de notation, doivent aussi participer pour que les réponses économiques adaptées et ciblées exploitent les potentiels économiques sur la base de preuves démographiques.

Les médias dignes de confiance, aussi bien traditionnels que sociaux doivent être engagés de manière proactive. Ils sont essentiels pour veiller à ce que les questions de démographie complexes soient communiquées clairement, de manière responsable et par des moyens accessibles à l'ensemble du public.

Et enfin, les acteurs politiques et notamment les parties politiques, parlementaires, agences de réglementation et fonctionnaires des ministères doivent impérativement être engagés. Néanmoins, la construction de tels réseaux de parties prenantes doit s'accompagner d'une analyse politico-économique et d'une cartographie rigoureuses des parties prenantes. Ces analyses facilitent l'identification des points d'entrée, d'alliés potentiels, de sources de résistance et de dynamiques du pouvoir susceptibles d'évoluer dans la durée, surtout autour des cycles d'élections ou des changements d'alliances politiques.

Regard vers l'avenir : options d'action collective

Les actions suivantes comptent parmi les principales actions stratégiques d'un engagement efficace :

- construction d'un consensus par l'engagement technique, en commençant par des points d'entrée moins sensibles ; des sujets comme l'emploi des jeunes, la qualité de l'éducation et la santé communautaire peuvent servir de plateformes de débats plus généraux sur les données démographiques ;
- formation de coalitions d'acteurs qui partagent les mêmes réflexions pour augmenter l'influence et négocient les méandres de la résistance ; les partenaires de coalition peuvent mobiliser les communautés, recueillir des preuves, influencer les narratifs des médias et défendre les changements par le biais d'actions coordonnées et stratégiques ;
- communication prudente et sensible. La langue compte. Les messages mal cadrés peuvent nuire à l'autonomisation des femmes et des filles ou encore, se répercuter négativement sur la confiance accordée aux données démographiques (ou autres) ;

- adopter une approche basée sur les droits, en mettant l'accent sur l'autonomie individuelle et les choix éclairés, surtout pour les femmes et les filles. À titre d'exemple, tout message sur les populations doit tenir compte d'abus historiques d'interventions démographiques qui, dans certains cas, se sont avérées coercitives et politiquement motivées ;
- pratiquer la sensibilisation diplomatique. Les dialogues politiques doivent tenir compte des sensibilités aux récits politiques locaux et être encadrés par le respect et la bienveillance. Les arguments solides doivent être étayés par des preuves robustes propres au pays concerné afin de faciliter l'identification précoce des risques, sensibilités et opportunités.

Les options suivantes pour traduire en actions les principes d'engagement inclusif ont été abordées :

- création d'une commission ou d'une plateforme dédiées pour faciliter l'engagement sur l'ensemble des groupes de parties prenantes et développer des alliances stratégiques sur le thème des priorités démographiques ;
- construction de structures descendantes et montantes pour veiller à ce que les réseaux multi-parties prenantes fonctionnent de manière transparente et efficace à tous les niveaux de la gouvernance ;
- cartographie des interventions existantes et convocation de réunions de feedback régulières pour évaluer les progrès, identifier les défis et incorporer les connaissances de la communauté ;
- recours aux observatoires démographiques ou à des plateformes similaires pour surveiller les progrès, assurer le suivi des écarts d'information, évaluer l'adoption et l'impact des politiques fondées sur les informations et des décisions d'investissement ;
- s'assurer de l'alignement national et de l'appropriation locale des efforts de planification et d'investissement fondés sur les données démographiques, en les imbriquant dans les réseaux et systèmes existants.

Evert-jan Quak

Wilton Park | Septembre 2025

Wilton Park est un espace de réflexion discret conçu pour permettre aux experts et décideurs de participer à un dialogue franc avec les membres d'un réseau de voix diverses, dans le but de traiter les défis les plus urgents de notre époque.

Elizabeth.Donnelly@wiltonpark.org.uk

Wilton Park, Wiston House, Steyning,
West Sussex, BN44 3DZ, Royaume-Uni

wiltonpark.org.uk

